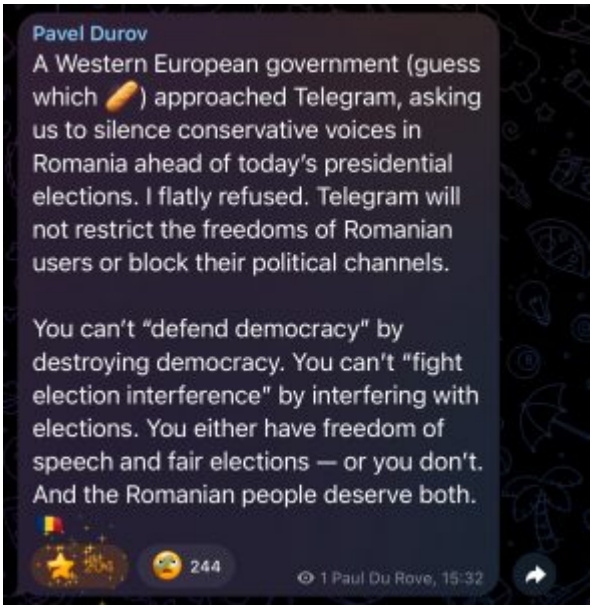
Roumanie – Le fondateur de Telegram accuse la France d'ingérence en pleine présidentielle, Paris dénonce une « manœuvre de diversion » (MàJ)

18/05/2025 à 23h31



This spring at the Salon des Batailles in the Hôtel de Crillon, Nicolas Lerner, head of French intelligence, asked me to ban conservative voices in Romania ahead of elections. I refused. We didn't block protesters in Russia, Belarus, or Iran. We won't start doing it in Europe.

— Pavel Durov (@durov) May 18, 2025

Completely unfounded allegations are circulating on Telegram and Twitter regarding alleged French interference in the Romanian presidential election.

> *France categorically rejects these allegations and calls on everyone to exercise responsibility and respect for Romanian… pic.twitter.com/PxFO7KnzDm*
>
> *— France Diplomacy □□□□ (@francediplo_EN) May 18, 2025*

> *You can’t “defend democracy” by destroying democracy. You can’t “fight election interference” by interfering with elections. You either have freedom of speech and fair elections — or you don’t. And the Romanian people deserve both. □□*
>
> *— Pavel Durov (@durov) May 18, 2025*

Selon *Le Figaro,* Pavel Durov, fondateur de Telegram, a accusé ce dimanche 18 mai 2025 « un gouvernement d’Europe de l’Ouest » — qu’il désigne implicitement comme la France via une émoticône de baguette — d’avoir tenté de faire censurer des « voix conservatrices en Roumanie » sur sa plateforme avant le second tour de la présidentielle. Il affirme avoir refusé cette demande, dénonçant une atteinte aux libertés des utilisateurs roumains.

Le Quai d’Orsay a immédiatement rejeté ces accusations comme « totalement infondées » et dénoncé une « manœuvre de diversion » face aux « réelles menaces d’ingérences qui visent la Roumanie ». Le ministère a réaffirmé son engagement pour « la démocratie roumaine ».

Le gouvernement roumain a, lui, dénoncé une « campagne virale de fausses informations » sur les réseaux sociaux, notamment Telegram, et pointé « une nouvelle fois les marques d’une ingérence russe ».

Ce climat tendu entoure un second tour opposant George Simion, nationaliste pro-Trump et anti-aide à l’Ukraine, à Nicusor

Dan, centriste pro-européen. Un précédent scrutin avait été annulé après une campagne TikTok entachée de soupçons d’ingérence, menée par Calin Georgescu, candidat d’extrême droite ensuite inculpé, dont l’éviction a provoqué des manifestations.